

COOP, GM, STRACEL, NLMK (ex-Sollac) STOP À LA DESTRUCTION DES EMPLOIS À L'OCCASION DES MUNICIPALES À STRASBOURG, PORTONS L'EXIGENCE DE L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

Dans tout le pays, la liste des fermetures d'usine, les plans sociaux ne fait que s'allonger. À Strasbourg aussi ! Cette semaine, ce sont 45 licenciements qui ont été annoncés à l'usine NLMK de Strasbourg. NLMK est une usine qui appartient aujourd'hui à une multinationale.

L'usine de Strasbourg a fait partie du groupe sidérurgique SOLLAC (entreprise autrefois nationalisée).

Lundi 3 février, à l'occasion du 1^{er} débat public rassemblant les candidats aux municipales, des ouvriers de NLMK soutenus par l'une de leurs organisations syndicales, sont venus exprimer l'exigence de défense de leur emploi.

Les candidats ont tous répondu que l'emploi était leur priorité.

C'est ce même discours qui a été tenu aux ouvriers de GM, STRACEL...

Mais au bout du compte GM a été vendu et STRACEL est fermée.

Après 3 ans de bataille, qu'en est-il de la COOP ?

Ce 1^{er} débat public avait lieu au Port du Rhin - aux abords du siège social de la COOP- pour échanger sur « l'avenir urbanistique des friches industrielles du site » !

Et cela au moment même où des centaines de salariés de la COOP sont rachetés par Carrefour - sans aucune garantie pour l'avenir- et que d'autres centaines de salariés sont frappés par le plan de licenciements.

Pourtant tous - la municipalité de Strasbourg PS/EELV et la majorité alsacienne (UMP/UDI/Modem) au Conseil Général du Bas-Rhin et au Conseil Régional - avaient déclaré qu'ils défendraient la COOP et ses emplois.

Aujourd'hui, la municipalité PS/EELV envisage la liquidation du siège social de la COOP et la construction d'un quartier d'affaires.

D'autres candidats ont évoqué d'autres projets de transformation du site.

Qui peut accepter que le principal souci d'une municipalité - surtout si elle se réclame du socialisme - soit d'accompagner la liquidation des usines et de transformer les "friches industrielles" en quartiers d'affaires ou en éco-quartiers ?

L'URGENT AUJOURD'HUI EST D'EXIGER UNE LOI POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

900 emplois supprimés chaque jour en 2013. Quel salarié pourrait encore se satisfaire d'un chèque, alors que le gouvernement a accordé au patronat 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales ? Un marché de dupes !

Après le vote de la loi de sécurisation de l'emploi - issu de l'accord MEDEF/CFDT - par la majorité gouvernementale PS/EELV (dont se réclame aussi le Front de Gauche), peut-on accepter sans rien faire la poursuite des plans sociaux et des liquidations d'entreprise ?

Le POI continue son combat pour la nationalisation des grands secteurs de l'industrie et du commerce, l'interdiction des licenciements et l'exigence d'abrogation de la loi de sécurisation de l'emploi - véritable machine de guerre aux mains des patrons pour faciliter les licenciements.

Le POI appelle à l'unité les candidats qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique pour combattre les 45 licenciements chez NLMK et exiger l'annulation du plan social.

C'est pour aider à la réalisation de l'unité sur ces exigences que le POI a décidé de présenter aux municipales de Strasbourg une liste conduite par Élisabeth DEL GRANDE sur une orientation de rupture avec l'Union Européenne et ses directives.

**SI VOUS SOUHAITEZ PRENDRE PART À CE COMBAT :
REJOIGNEZ NOUS !**

Je souhaite être informé(e) des initiatives de la liste

Nom :Prénom :Courriel :

Adresse postale :